

ANALYSE 2008

Violence de la parole ou dialogue de paix ?



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

Violence de la parole ou dialogue de paix ?

Pax Christi Wallonie-Bruxelles a choisi d'inscrire ses activités pour les prochaines années dans un programme-cadre liant enjeux sociétaux et culture de paix. Dans cette perspective et par le biais notamment de sa revue trimestrielle *Signes des Temps*, Pax Christi Wallonie-Bruxelles veut contribuer au développement d'une culture de paix par un travail d'analyse, d'information et de sensibilisation axé en priorité sur les questions de paix et de violence au sein de la société belge, en particulier de la Belgique francophone.

Dans cet esprit, le thème retenu pour 2008 est « Comprendre la violence », abordé dans cette revue sous l'angle de ce qui fonde les relations entre les citoyens : la parole et le dialogue.

Au départ d'une réflexion interne, enrichie de l'analyse d'une journaliste du quotidien *Le Soir*, Martine Vandemeulebroecke, le Comité de Rédaction a voulu dresser un constat de la situation du dialogue entre les deux principales communautés de Belgique, cherchant notamment à identifier les stratégies et les figures de violence ou de paix présentes.

Gesticulations verbales, discours violents.

Si certains hommes et femmes politiques ont pris l'habitude d'échanger des petites phrases assassines notamment en périodes électorales, il nous semble avoir assisté depuis juin 2007¹ à une recrudescence de violence verbale relayée par les médias, théâtralisant parfois cette montée d'adrénaline.

Cependant, comme nous le précise Martine Vandemeulebroecke : « *La violence verbale découle du culte médiatique pour la « petite phrase assassine » infligée à l'adversaire politique. Celle qui sera citée dans les reportages télévisés, celle qui doit faire mouche auprès des téléspectateurs. Mais ce n'est en rien une spécificité de la crise politique belge ! Qu'on se souvienne de la campagne présidentielle en France ou de l'actuel duel aux Etats-Unis entre Barack Obama et Hillary Clinton. Par comparaison à ces propos fielleux, les commentaires acerbes d'un Didier Reynders sont de miel...La politique de discrédit des adversaires politiques est aussi antérieure à la crise. Elle s'observe depuis quelques années dans certains partis flamands qui systématiquement prennent pour cible les francophones (le PS en particulier) et s'explique, je pense, par la nature radicale de leur*

¹ Suite au résultat des élections fédérales du 10 juin 2007.

engagement nationaliste. On ne peut que constater que la technique de l'injure, une « spécialité » du Vlaams Belang, a fait tâche d'huile.² »

Cette violence verbale, qui alimente incompréhension et tension, altère ou empêche tout dialogue constructif, mettant à mal toute possibilité de compromis. Sachant que dans notre Belgique actuelle, aucun parti ne peut accéder au pouvoir sans établir de coalition, et que ces hommes et femmes politiques devront, d'une manière ou d'une autre, former un gouvernement ensemble, on peut s'étonner de l'acharnement avec lequel ils s'entre-déchirent. Ces tensions et cette agressivité, parfois très dures, peuvent faire naître ou renforcer des inimitiés profondes et durables entre les personnes. Ceci peut, comme dans la vie privée, rendre la recherche d'un compromis plus difficile encore.

Si les propos paraissent donc de plus en plus véhéments entre les partis, ils deviennent aussi toujours plus insistants dans le chef des milieux d'affaires face au monde des travailleurs. Les discours à répétition sur la prétendue perte constante de la compétitivité paraissent offensifs, voire agressifs au regard des bénéficiaires - qui ne cessent de croître - engrangés par certaines entreprises belges et leurs actionnaires.

Ces querelles politiques, nourries par un conflit communautaire sous-jacent, camouflent donc aussi un conflit économique. *« La Wallonie freine toute réforme de l'Etat qui pourrait, par des responsabilités financières accrues, compromettre son timide redéploiement économique. La Flandre, elle, veut rester la seule bénéficiaire de la croissance de son appareil économique. Les patrons flamands sont d'ailleurs les plus ardents défenseurs d'une plus grande autonomie de la Flandre. Le manifeste de la Warande voit l'Etat belge comme une entreprise qui n'a plus de valeur ajoutée. Dans cette logique, plus petite est la taille d'un pays, plus l'organisation et les contacts politiques sont faciles à gérer. Une concurrence forte entre les régions et la fin de la protection sociale les arrangent totalement. Le nationalisme vient se greffer sur ces calculs économiques. Ce nationalisme dur est bien présent mais il se cache derrière un discours plus « managérial ».³ »*

Le conflit est communautaire, économique mais aussi politique et culturel.

L'antagonisme gauche / droite revient en force, à l'instar de la campagne présidentielle française. D'ailleurs on pourrait se poser la question de savoir si l'élaboration de ce nouveau gouvernement fédéral n'est pas, dans l'esprit de certains, encore et toujours une course électorale avant d'être un processus de négociation.

² Martine Vandemeulebroecke, réaction au guide d'entretien élaboré par Pax Christi Wallonie-Bruxelles. Janvier 2008

³ Martine Vandemeulebroecke, réaction au guide d'entretien élaboré par Pax Christi Wallonie-Bruxelles. Janvier 2008

« Le conflit est clairement culturel. Les opinions publiques francophone et flamande s'écartent de plus en plus sur une série de sujets de société : l'immigration, la sécurité, le sentiment d'identité, les réponses à trouver au chômage et à la délinquance. Tous ces conflits sont intimement liés. ⁴ »

Il existe donc bien en Belgique une superposition de conflits, les uns ouverts et visibles, d'autres plus camouflés et sous-jacents.

Pour s'en convaincre, ne suffit-il pas de lire le cahier sans cesse renouvelé des revendications et des déclarations patronales ?

Côté politique, ne suffit-il pas d'observer la différenciation qui s'installe entre les trois régions du pays et qui semble, tout à la fois être suscitée et exploitée ? On peut constater d'ailleurs que les stratégies diffèrent d'une communauté à l'autre : d'un côté, le conflit communautaire permet de souder les partis flamands (désignant entre autres la présidente du CDH comme l'adversaire n°1 de la cause flamande), et le gagnant de la course sera celui qui se présente comme le plus dur à l'égard des Wallons ; de l'autre, côté francophone, il s'agit davantage d'une bataille pour déterminer qui sera le parti francophone dominant.

Et que dire du secteur culturel ou associatif ? Où en sommes-nous dans le respect des minorités allochtones ou allogènes et autochtones ou indigènes⁵ ?

Quelle est la place d'un dialogue de paix et du refus d'attiser la violence de la parole ? Découragés et poussés par un sentiment diffus d'injustice répandu dans l'opinion publique, certains se tournent vers les partis extrémistes et populistes⁶ et non plus vers les partis démocratiques, espérant le bonheur par un coup de baguette magique. On peut le regretter mais c'est un fait. Ce fait

⁴ Martine Vandemeulebroecke, réaction au guide d'entretien élaboré par Pax Christi Wallonie-Bruxelles. Janvier 2008

⁵ Allochtone ou allogène se dit d'une population introduite récemment dans la région ou le pays considéré, alors qu'autochtone ou indigène se dit des populations originaires de la région ou du pays considéré (d'après La Petit Larousse). On songe ici aux Flamands en Région bruxelloise et wallonne, et aux Francophones bien plus nombreux en Région flamande, ainsi qu'à ceux qui sont issus de l'immigration séculaire, voir l'ouvrage intitulé *Géopolitique de la migration* de Pax Christi Wallonie-Bruxelles, 2006.

⁶ Le terme populiste désigne parmi d'autres :

- la volonté parfois charismatique d'entretenir un rapport direct avec le peuple au-dessus de la tête des représentants légitimes ou d'autres intermédiaires politiques des citoyen-nés ;
- des décisions en apparence sociales et contre la pauvreté, ainsi que celles garantissant la sécurité et l'ordre, sans viser nécessairement ni un résultat ni l'efficacité ;
- l'indifférence marquée des institutions publiques et la manipulation incontrôlée des médias ;
- l'alliance souvent intime avec les tenants du pouvoir économique privé et les forces armées ;
- d'initiatives nombreuses dont l'effet d'annonce a plus d'importance que la réalisation ; etc.
- l'exploitation des peurs et des fantasmes partagés par une proportion ± élevée de la population ;
- l'appui au refus des possédants de partager leurs richesses en développant des valeurs inégalitaires, xénophobes ou nationalistes.

n'est toutefois ni inévitable ni éternel⁷. Si la solidarité se défait actuellement, elle se reconstruira dans la nécessité, nous en sommes convaincus, encore que l'on puisse se demander si la dissolution demandée ou souhaitée du Royaume n'est pas radicalement opposée à un *vouloir vivre ensemble* tant au niveau européen qu'à celui de la Belgique, de ses trois régions et de ses trois communautés culturelles.

Quels sont les acteurs de dialogue ?

On trouve heureusement toujours des acteurs de dialogue rationnel face à des acteurs suscitant de la violence, fort heureusement principalement verbale jusqu'à présent.

Face à cette violence, des initiatives positives continuent d'exister, s'efforçant de maintenir le lien qui unit les deux parties principales du pays.

On constate que des accords de coopération s'établissent entre Régions ; sur l'emploi notamment, et que cela se passe plutôt bien... tant que chacun y trouve un avantage ! Comme pour tout accord de coopération, c'est une condition incontournable. Créer un intérêt commun, surtout quand il est économique, a toujours concouru à rapprocher les protagonistes et à développer des projets communs.

Des syndicalistes sont inlassablement prêts à négocier dans un contexte de chômage pesant, et ils le font à l'échelle du pays, cherchant à maintenir une connaissance réelle de l'autre population de ce pays.

Des acteurs culturels au sens large du terme préconisent l'écoute de la majorité de la population et s'expriment toujours davantage sur les scènes culturelles ou en chaires universitaires.

« L'associatif en principe pourrait aussi jouer ce rôle de pacification mais dans les faits on doit bien constater que pratiquement plus aucune grande organisation n'est « fédérale ». De la Ligue des Droits de l'Homme à Amnesty en passant par les associations de journalistes, tout a été scindé et chaque association travaille dans (pour) sa propre communauté.

Cela n'exclut pas les collaborations. Les enquêtes et reportages qui ont été réalisés par certains médias visant à mieux faire connaître l'autre communauté linguistique sont importants et nécessaires mais les médias participent aussi à la propagation d'une certaine violence verbale. En conclusion, je ne vois donc

⁷ Voir « La Gauche peut-elle encore changer la société ? » organisé par le MOC le 16 novembre 2007 et « En avant, le peuple ! ? La gauche peut-elle encore changer la société ? » organisé par « POLITIQUE, revue de débats », le 28 novembre 2007, ainsi que la création du parti allemand *Die Linke* qui prend force et s'affirme de plus en plus, et certains intellectuels en Belgique prennent position pour une redéfinition de la gauche, plus particulièrement Christian Arnspenger, « S'arracher à l'emprise de la gauche procapitaliste », in : *Démocratie*, 1^{er} novembre 2007.

pas un lieu ou une institution précise qui pourrait jouer ce rôle de réconciliation ou au moins de conciliation.

Suis-je trop pessimiste ? J'espère seulement ne pas assister dans les prochains mois ou dans les prochaines années à une aggravation de l'intolérance et de la violence à l'égard des minorités dans ce pays. ⁸»

Il appartient donc à chaque citoyen, comme à chaque association, de chercher à construire ou reconstruire des ponts avec l'autre communauté, comme avec l'ensemble des communautés culturelles qui habitent notre pays, pour que celui-ci traduise un vivre ensemble où le mot *identité* puisse se conjuguer au pluriel.

Pax Christi Wallonie-Bruxelles, en tant qu'association d'éducation à la paix et à la réconciliation, travaille en ce sens, notamment dans le cadre de ce numéro qui a été réalisé de manière concertée avec Pax Christi Vlaanderen, mais aussi par ses projets de dialogue interculturel et d'analyse des mécanismes de violence et de paix présents dans notre société.

Mars 2008,
Nicolas Bárdos-Féltoronyi,
membre du Comité de Rédaction
et
Katheline Toumpsin,
chargée de projets à Pax Christi Wallonie-Bruxelles

Cette analyse a fait l'objet d'un article dans notre trimestriel
Signes des Temps de mars 2008

⁸ Martine Vandemeulebroecke, réaction au guide d'entretien élaboré par Pax Christi Wallonie-Bruxelles. Janvier 2008

Editeur responsable : Katheline Toumpsin
Pax Christi Wallonie-Bruxelles, ASBL
Rue Maurice Liétart 31/1
B-1150 Bruxelles – Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 04
Fax +32 (0) 2 738 08 00
E-mail : info@paxchristiwb.be